

Caen, le 9 janvier 2018

Aux syndicats CGT de Normandie.

Copie : NVO – Comité Régional

**N° 1**

Cher (e) s Camarades,

## 2018 : Une année sociale avec la NVO.

**Bonne année à toutes et à tous en ce début d'année 2018 et profitez-en, pour celles et ceux qui ne le sont pas, de vous abonner à la NVO !**

BONNE  
ANNÉE  
2018

AVEC

la Vie Ouvrière  
L'ENTREPRISE DE PRESSE  
DE LA CGT

Comme le dit si bien, l'article d'**Isabelle Avran**, (*Rédactrice en chef adjointe de la NVO*), publié sur le site de la NVO le 19 décembre 2017.

« Il y a eu un Noël généreux pour le MEDEF avec une hotte débordante de cadeaux du gouvernement. Par contre pour les autres, c'est la mauvaise farce dont ils seraient les dindons ».

**Pour 2018, lors de ses vœux, Macron nous annonce, sans surprise, la poursuite des réformes.** « Je continuerai à faire ce pour quoi vous m'avez élu ».

Oubliant au passage dans quelles conditions il a été élu (*élu seulement par 4 électeurs sur 10*). Son discours résume bien, le fond de la pensée *libéralo-macroniste* : fini l'État providence, et gloire à ceux qui réussissent. Les riches peuvent dormir tranquille l'ISF est supprimé.

C'est dans cet esprit que le président des riches, étudie des mesures pour fliquer et traquer les chômeurs.

- Il fait les poches des retraités pour financer la baisse des cotisations sociales patronales (*que revendique le Medef depuis des années*).
- Il refuse tout coup de pouce aux salariés au Smic (*à ce rythme, le Smic sera bientôt à un niveau identique au seuil de pauvreté*).
- Il envisage aucune évolution sociale pour celles et ceux qui créent les richesses dans notre pays.

D'autant plus qu'en ce début d'année, nous allons être confrontés aux différentes hausses prévues par le gouvernement (*assurances, santé, péages, transport, gaz, carburants, CSG, etc...*).

**Face à cette situation, que l'on soit salarié actif, privé d'emploi, retraité, mobilisons-nous avec la CGT, comme en 68, pour une année de progrès social en 2018 !**



## MAI 68.

**Si l'histoire du passé, pouvait servir à éclairer le présent, 2018 serait une année de progrès social !**

Pour la CGT, 2018, 50 ans après, c'est l'occasion de mettre en évidence une période importante du mouvement social en France.

Pour que les initiatives de mai 1968 donnent du sens à nos luttes et que 2018 mette en écho ce qu'a ouvert et apporté mai 1968, l'IHS CGT régional sous l'impulsion du Comité Régional CGT Normandie prépare différentes initiatives.

Nous entendons marquer ce 50<sup>ème</sup> anniversaire, de ce que fut l'un des faits marquants des luttes de la Classe Ouvrière et de la jeunesse.

*L'IHS Normandie se réunira le 12 janvier 2018, à Caen, pour finaliser les documents Mai 68.*

Prochainement, ils seront nombreux « les spécialistes », commentaires en tout genre, relayés par les médias, à envahir les plateaux de télévision, de radios pour nous expliquer ce que fût 1968.

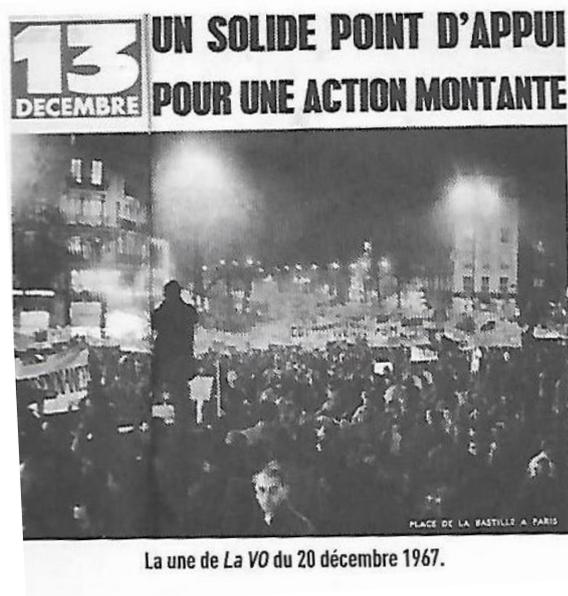
*Ne doutons pas, que certains qui se prétendaient à l'époque « révolutionnaires » prêt à dévorer le capitalisme, ont fait depuis carrière dans les hautes sphères du pouvoir, seront aux premières loges.*

Pouvoir et patronat ont tiré les enseignements de Mai 68 et se sont efforcés de prendre des mesures pour prévenir, jusqu'à ce jour, afin que ce mouvement social ne se reproduise pas.

## La Vie Ouvrière

L'ENTREPRISE DE PRESSE DE LA CGT

La Vie Ouvrière (comme elle l'est depuis 1909), a durant toute cette période, été un outil d'information et de réflexion au monde du travail et a contribué à cette montée des luttes.



Pour la CGT, avec tout ce que nous subissons ces dernières années, les idées nées en 68, ne sont jamais éteintes.

Ne laissons personne d'autres que nous, faire vivre notre histoire, à nous de revenir sur cette formidable engagement des salariés.

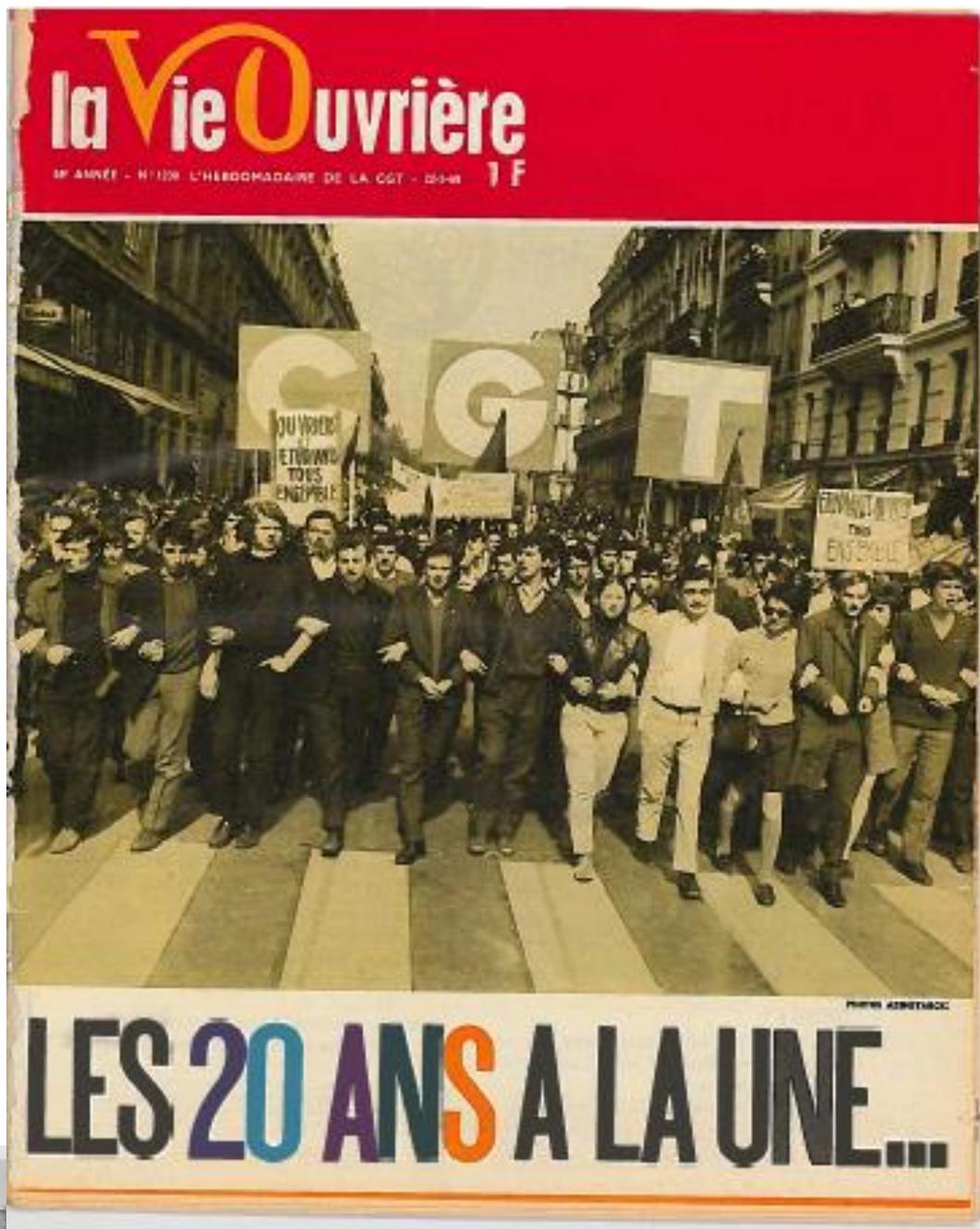
L'explosion sociale de mai 68 n'est pas le fruit d'une génération spontanée. Elle plonge ses racines dans le mécontentement accumulé pendant plusieurs années, du refus du patronat et du gouvernement à répondre à nos revendications, refusant de faire profiter les travailleurs de l'accroissement des richesses au détriment des patrons.

Avec les ordonnances de l'été 1967, prises pendant la période des congés d'été, avec notamment les ordonnances sur la Sécurité sociale, étape dans le démantèlement de notre protection sociale.

Ces mesures provoquent un vaste mécontentement dans la population, avec d'importantes manifestations à l'automne 1967.

1968 s'annonçait comme une année revendicative exceptionnelle.

Elle le fût, la CGT en a été la locomotive !



## LES 20 ANS A LA UNE...

La une de La VO du 22 mai 1968.

Quel que soit le nombre des grévistes, il s'agit du mouvement revendicatif le plus puissant que la France ait jamais connu. Il est bien supérieur à ceux de 1921, 1936 (3 millions environ), 1947-1948, et ceci pour trois raisons : le poids numérique de la classe ouvrière est plus élevé que lors des vagues précédentes et c'est aussi à ce moment que, toutes forces confondues, les organisations sociales sont les plus influentes dans le pays. Enfin la grève déborde très largement la classe ouvrière.

**Histoire de la CGT, Michel Dreyfus**

**Dans ce numéro de La Vie Ouvrière n°1238 du 25 mai 1968, il est fait état de la situation en Seine Maritime :**

*Quel est le département de France avec le plus de syndiqués à la CGT ?*

Que répondriez-vous ?

*Vous ne savez pas... C'est la Seine Maritime.*

A cette époque : Adhésions et diffusions de la Vie Ouvrière vont plus souvent de pair dans ce département.

Il en reste des traces encore aujourd'hui....

[Lire article ci-dessous](#)

UNE  
ENQUÊTE  
DE  
ROGER  
CLAIN

PHOTOS  
MARCEL  
DELIUS

# LES CARTES

Un département en flèche \* Elles ne sont plus des pions sur l'échiquier des patrons \* Quand "la V.O." recrute \* Le syndicat, cette pièce maîtresse \* Renault-Citroën : un fige dans leur moteur \* Les secrets du "76" \*



Il en veut commander à brûle-pourpoint : « Quel est le département de France le plus syndiqué ? Le C&F ? Que répondez-vous ? Vous ne savez pas... C'est la Seine-Maritime. Dans la liste des Unions Départementales C&F, c'est le département n° 76 qui est aujourd'hui le n° 1. A ce jour, 22 travailleurs sur 100 y ont adhéré de notre Confédération. Alors, n'en déplaise à ceux qui voudraient le compter pour partie négligeable ou faire des déductions au profit des organisations rivales, le C&F se porte bien et peut se passer des douleurs de crasse ! »

Lancés dans la nouvelle campagne de recrutement depuis la fin de janvier, nos camarades de Seine-Maritime viennent d'enregistrer 3 500 adhésions nouvelles en 3 mois. Quelle autre organisation syndicale pourrait aligner un tel bilan et mieux traduire la confiance et les espoirs des salariés ? Ces 3 500 cartes nouvelles de janvier à avril, ce sont vraiment les cartes du printemps. Elles appartiennent pour l'essentiel à des jeunes, à des femmes et à des salariés travaillant dans des entreprises où le syndicat était faible ou inconnu. Je pense à cette entreprise de transports rouennaise (Tenari) qui ignorait le syndicat depuis 1936 et où, à lui seul, Lucien Viel a recueilli 50 adhésions. Je pense au syndicat du Bâtiment du Havre, champion du recrutement avec 323 adhésions depuis le 8 mars ; aux 1 075 cartes de l'Union Locale de Rouen et à l'Union Locale du Havre qui a déjà dépassé les 1 000 adhérents nouveaux. Mais la liste serait trop longue. Mieux qu'une énumération voici quatre exemples, « dans la vie », parmi les plus significatifs, d'un effort général et fructueux où recrutement et diffusion de la Vie Ouvrière vont le plus souvent de pair.



# DU PRINTEMPS\*



ALL-MER (LE HAVRE)

**100 EN  
UN MOIS**

**C** E groupe, ces mines réjouies, ces cartes syndicales sorties des sacs en un tournemain. On aurait envie de dire : « Souriez CGT... » En fait, c'est bien ce qu'elles font, les 170 jeunes de l'entreprise de confection All-Mer. Pensez donc, au mois de mai leur syndicat, âgé d'un mois, compte déjà 100 adhérents (des ouvrières et des ouvriers de l'entretien qu'elles ont organisé elles-mêmes). Fin mars, pourtant, il n'y avait pas encore une seule carte de la CGT dans la maison, et c'est la direction qui avait mis en place ses délégués, persuadée que ces « mères » ne s'occuperaient jamais de syndicat. Erreur.





Au début une histoire de « badge » à l'américaine obligatoire sur les blouses.



**L**A CGT n'était pas inconnue pour autant. A plusieurs reprises, les responsables de l'Union locale avaient distribué des tracts aux portes. Leurs propos n'étaient pas tombés dans les oreilles de sourdes. La suite allait le prouver.

Un beau matin, en effet, le patron annonça que les horaires allaient passer de 42 à 32 heures. C'était bel et bien le chômage partiel avec des chutes de salaires de 12 000 à 15 000 AF par mois. Ça fait mal quand on en gagne 45 000 ou 50 000 et qu'on doit payer par exemple une pension 30 000 AF par mois. Et le pire, c'est que la direction continuait à embaucher quand même comme si de rien n'était. Le mécontentement accumulé par les conditions de travail et le règlement intérieur qui contraignait au port d'un « insigne » à l'américaine, avec le nom de chaque ouvrier, se transforma rapidement en colère... « On a pris le taureau par les cornes. On en avait marre d'être traitées comme des pions sur un jeu de dames. On a décidé d'enlever les insignes et d'aller demander conseil à la CGT. » Le patron a pris le coup de song : « Si demain vous ne portez pas d'insigne, ce sera la mise à pied. »

Elles n'ont pas cédé et sont allées voir Henri, le secrétaire de l'UL, qui demanda audience à la direction. Fureur des patrons et nouvelles menaces. Rien n'y fit. La direction finit par recevoir « Henri » assisté de plusieurs déléguées. Après de longs pourparlers, les patrons acceptèrent les propositions suivantes : annulation des anciennes élections de déléguées, nouvelles élections régulières, pas de sanctions, dérogations pour l'élection de déléguées de moins de vingt et un ans. En même temps l'Union locale du Havre organisait une assemblée générale du personnel, sur les problèmes de l'usine, le rôle des déléguées, de fonctionnement d'un syndicat et de la CGT. L'Union locale leur a dit : « On peut vous aider, mais c'est à vous de vous organiser et de vous défendre. A vous de désigner vos représentantes et votre direction. » Elles ont compris tout de suite « avec un véritable sens de l'organisation », commente Henri, admiratif. Quatre jours après elles présentaient 5 titulaires et 5 suppléantes, dont la moitié ont moins de vingt et un ans, et une direction syndicale avec sa trésorière. Comme on leur avait également montré le rôle de la propagande, quelques jours plus tard elles trouvaient encore 5 diffuseuses d'Antoinette et se préparent à vendre la V.O.



MARGERIDON (LE HAVRE)

## QUAND "LA V.O." RECRUTE

**C**'n'est pas juste, mais c'est encore souvent une réalité. Pour les ouvriers du Bâtiment, les « ETAM » (employés, techniciens et agents de maîtrise) sont un peu des gens situés de l'autre côté de la muraille invisible mais traditionnelle de la corporation. On sait bien qu'ils sont salariés et exploités eux aussi, mais on préfère les voir de loin ; on a du mal à les comprendre. La réciprocité est vraie. Il y a longtemps déjà que la CGT et son syndicat havrais du Bâtiment combattent cette idée, héritée des temps anciens. Et c'est un ancien justement qui a su le mieux comprendre le sens de ce combat et passer la muraille de l'incompréhension. Quand l'Union départementale et son syndicat ont lancé la campagne de recrutement, Armand Cheval, à soixante-deux ans, était déjà le meilleur diffuseur de la Vie Ouvrière (65 V.O. à lui seul). Il a décidé de faire d'une pierre deux coups et de recruter en améliorant



Aux côtés de son secrétaire syndical Dehays (au centre), Armand, le passe-muraille du bâtiment, champion du recrutement et de la diffusion (en casquette à visière).

sa diffusion. Et où donc? Dans le secteur réputé le plus difficile, dans les bureaux. Avec son assurance de militant chevronné et son sourire tranquille, il est allé discuter avec les employés, les techniciens et agents de maîtrise, de leurs problèmes, de la V.O. Il leur en a vendu plusieurs exemplaires pour commencer. Et puis il leur a parlé syndicat. Des gars lui ont lancé, mi-figue mi-raisin : « Ah ! vous, les ouvriers, vous ne nous défendez pas beaucoup... » Armand n'est pas monté sur ses grands chevaux. Il a remis les choses en place gentiment : « Nous remportons des succès parce que nous sommes bien organisés. Faites-en autant... Commencez par entrer au syndicat et vous pourrez vous défendre bien mieux vous-mêmes. » Il leur a laissé des bulletins d'adhésions... C'est aussi simple que l'œuf de Colomb, mais il fallait avoir l'idée (et le courage) de le faire. En deux mois, tenez-vous bien, Armand a ainsi fait 21 syndiqués chez les ETAM (sur les 250 réalisées depuis mars par le syndicat du Bâtiment). « Encore 4 à syndiquer et ils le seront tous. Dans quelques jours ils vont constituer leur propre section syndicale. Maintenant on est les meilleurs copains du monde.

— Tu vois, dit-il en conclusion, la V.O., ça peut aider aussi à organiser. (Ses succès et le vin d'honneur que lui a offert le syndicat du Bâtiment du Havre ne lui ont pas tourné la tête.) Il ne s'agit pas de tout faire tout seul, ajoute-t-il. Maintenant, mon objectif, c'est d'entraîner avec moi une équipe de jeunes.



CFEM (ROUEN) A la CFEM (Métallurgie Rouennaise) : 60 adhésions nouvelles, 10 V.O. en trois mois.

## LE SYNDICAT PAYE...

« L'ANNEE dernière ton syndicat CGT et les actions qu'il a organisées ont rapporté de 14 à 28 F d'augmentation horaire pour les professionnels et 11 F pour les autres. Cette année, avec deux heures et demie de débrayage (dont une en l'honneur de M. Leconuet, visiteur de marque, qui s'est sauvé en courant), la CGT vient d'obtenir 6 % d'augmentation des salaires réels, 25 F de mieux pour les primes de vacances et de fin d'année, plus le samedi payé en cas de mariage et d'autres avantages. Tu vois, le syndicat CGT et l'action, ça paye. Si tu veux encore améliorer ton sort, rejoins la CGT. Si tu veux mieux comprendre l'action de la CGT, lis le V.O. »

Voilà l'argument clé que Lesieur, Tassery et Valet, trois responsables CGT à la Compagnie Française d'Entreprises Métallurgiques, développent auprès de leurs camarades, pour animer la campagne de recrutement décidée par leur Union départementale. Si l'on en juge par les premiers résultats, leur logique est convaincante. Depuis le début de l'année ils ont à leur actif 60 nouveaux syndiqués et 10 lecteurs supplémentaires réguliers (sans compter ceux des numéros spéciaux).

Forts de ce premier bilan, nos amis ont fait un pas de plus. « Une arme aussi efficace, ont-ils expliqué aux syndiqués, il faut l'entretenir et la perfectionner. Cela coûte de plus en plus cher. Les timbres à 2,50 F et 3 F, c'était bon autrefois. Nous vous proposons d'élever les cotisations à 3,50 F et 4 F. »

- Tout le monde est tombé d'accord, m'affirme Lesieur.
- Sans difficultés?
- Mieux que cela. Je vais te faire une confidence. Des copains eux-mêmes étaient venus nous trouver pour nous proposer un timbre à 3 F, ça ne fait pas grand-chose aujourd'hui; donne-moi un timbre à 4 F. C'est un peu cela que nous a mis la puce à l'oreille.
- Puce ou non, chapeau quand même !



RENAULT-CLÉON

129 cartes CGT et 2 sections syndicales depuis février.

**SUR DEUX TEMPS**



Le jeudi : Haut-parleur pour le samedi « V.O. ». Vendredi : Haut-parleur pour la vente aux portes.

**P**AS loin d'Elbeuf, perdue dans les prairies normandes, voici l'usine neuve de Renault-Cléon. Les quelque 4 000 ouvriers qui y fabriquent tous les moteurs de la Régie habitent jusqu'à 60 kilomètres à la ronde. Après 8 heures de production accélérée, ils n'ont qu'une hâte compréhensible : rentrer chez eux. Dans ces conditions, les contacter, les réunir, leur parler est une tâche difficile. Pour montrer qu'elle n'était pas impossible, les jeunes responsables CGT ont mis « un tigre dans leur moteur ». Un moteur qui marche sur deux temps : recrutement et diffusion. Les deux points figuraient à l'ordre du jour de leur Commission Exécutive, en décembre dernier. Depuis janvier ils en font une réalité. Au départ, leurs efforts ont été concentrés sur deux secteurs : le montage des moteurs R.16 et R.8 et la Fonderie, où la CGT a remporté 80 % des voix aux élections de délégués. Au mois d'avril, deux nouvelles sections syndicales étaient constituées dans ces secteurs, et la CGT comptait 120 nouveaux adhérents. Mais, à Cléon, accroître l'audience de la CGT, cela veut dire aussi faire lire et faire connaître davantage le V.O. La besogne n'était pas mince. En décembre on diffusait en tout et pour tout 62 Vie Ou-

vrrière. Pour sortir de là, c'est une vraie bataille qu'il fallait livrer. Ils l'ont menée sur deux fronts à la fois. Dans les murs de l'usine, en augmentant le nombre des diffuseurs et en créant deux postes de vente supplémentaires, hors les murs, en assurant une vente de masse chaque vendredi, qui permet de toucher les lecteurs qui échappent encore à la diffusion organisée. Rien n'est laissé au hasard ; pas même une soignée publicité. Le jeudi, un responsable V.O. prend le haut-parleur à la porte centrale et annonce le contenu du journal qui sera en vente le lendemain. Le vendredi, 15 diffuseurs choisis à tour de rôle parmi les 33 membres de la Commission Exécutive et de simples syndiqués sont à pied d'œuvre. Il y a quelques semaines la direction a réagi en faisant saboter l'installation du haut-parleur. Celui-ci tomba en panne. Pas la diffusion. Le syndicat sortit immédiatement un troc qui concluait : « Si cela gêne la direction, c'est que cela est bon pour vous. » La réponse définitive est venue des travailleurs eux-mêmes. En trois mois, la vente de la V.O. est passée de 62 à 182 exemplaires, dont 78 à l'intérieur et 104 à la porte. Et le moteur tourne toujours...

# LES SECRETS DU "76"

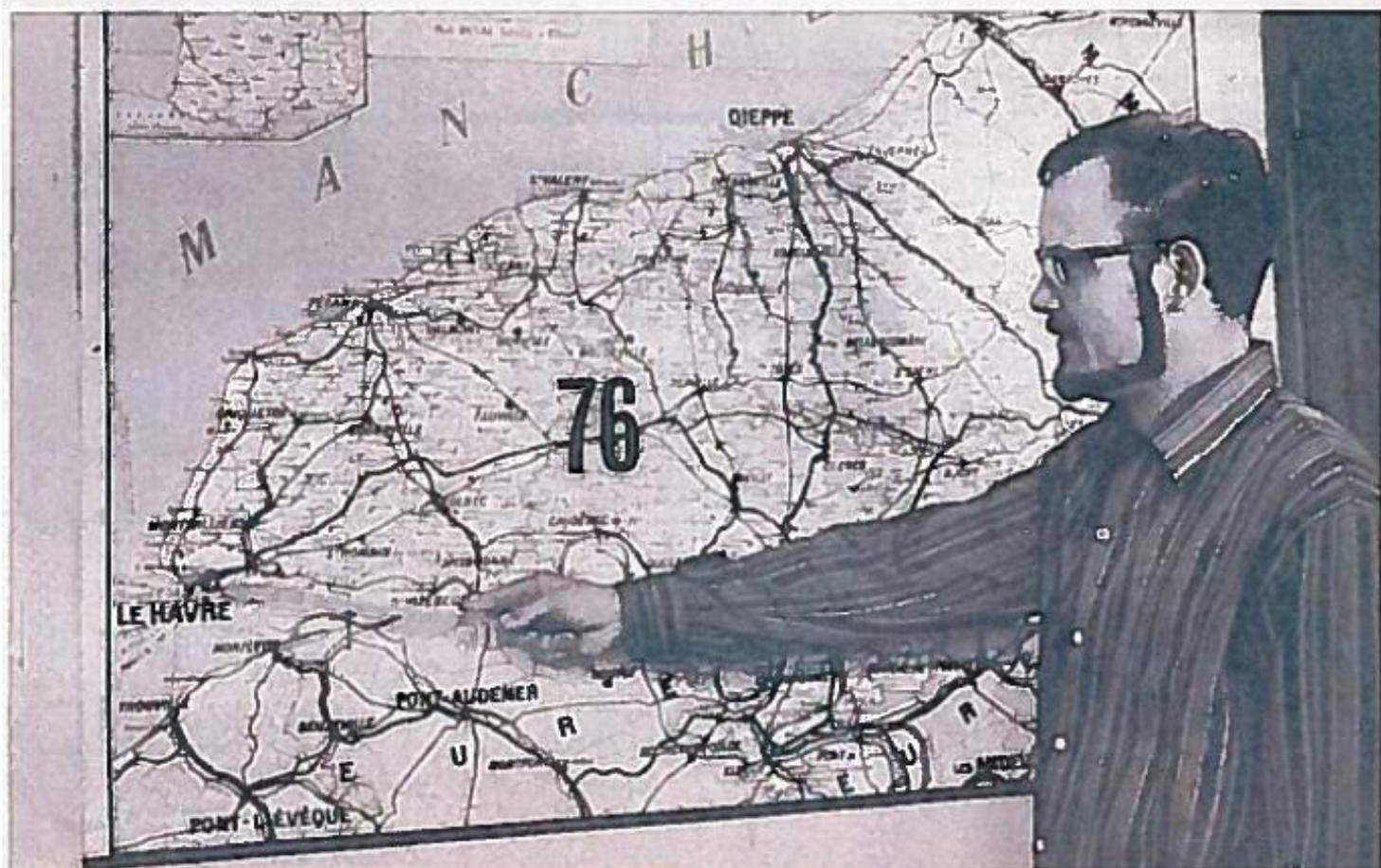
**B**EAUX résultats que ceux-là, parmi tant autres. Comment les a-t-on préparés de l'Union départementale, à l'Union locale et au syndicat? Nous l'avons demandé aux responsables de chaque échelon. Pas de mystère. Leur secret tient en quelques méthodes de travail qu'ils ont su mettre en pratique, collectivement. Pour Bernard Isaac, secrétaire général de l'UD, une des clés de ces premiers succès est la mise au point d'un plan de bataille minutieux et bien suivi. « Nous avons fixé un objectif précis : 5 % d'augmentation des effectifs, 5 % d'augmentations des cotisations et toutes les cartes à jour pour les grandes vacances. Pour l'atteindre, nous avons prévu : une semaine de recrutement à plein régime afin de « lancer le moteur » ; quinze jours après, une semaine de bilan dans les Unions locales ; une commission administrative spéciale en en avril pour faire le point et poursuivre ; un matériel de propagande spécialisé avec des « cartons provisoires » détachables. En même temps, nous avons assuré des contacts plus fréquents avec les UL, multiplié les stages d'éducation syndicale. Nous avons lancé un appel spécial aux jeunes en offrant trois jours en RDA au meilleur recruteur. Il reste encore beaucoup de pain sur la planche. En fait, 80 syndicats seulement sur 320 ont vraiment fait un gros effort jusqu'ici, et il nous faut encore

organiser les retraités et stabiliser des effectifs très mouvants. »

Pour Henri Batard, dirigeant de l'Union locale du Havre, les résultats obtenus sont surtout le fruit d'une prise de contact directe avec les entreprises inorganisées et d'un nouvel effort de propagande. « Autrefois nous avions tendance à attendre que les travailleurs viennent nous trouver ; on les convoquait trop souvent par communiqué dans la presse. Maintenant les syndicats et l'Union locale vont systématiquement aux portes des usines inorganisées. On y distribue des tracts particuliers, une, deux, trois fois. Puis un jour on distribue des bulletins d'adhésions en annonçant que nous repasserons le lendemain. On repasse et on est surpris du résultat. A l'entreprise chimique « La Titane », nous avons récolté 32 adhésions de cette manière et nous comptons 92 syndiqués aujourd'hui, chez Humbert (bois) nous avons, ainsi, fait 35 adhésions en mars. En un mot, quand les travailleurs s'aperçoivent que nous nous occupons d'eux, en détail, concrètement, ils transforment volontiers leur confiance générale dans la CGT, en un acte d'adhésions concret. »

Voilà quelques-uns des secrets de la Seine-Maritime. Profitez-en ! Une place de premier n'est pas éternelle. Qu'ils me pardonnent...

Bernard Isaac,  
secrétaire général  
de l'UD :  
« En Seine-Maritime :  
73 000 syndiqués CGT,  
22 % des salariés. »



**Sur le site NVO.**

## Hotte bancaire



19 décembre 2017 | Mise à jour le 19 décembre 2017

Par [Isabelle Avran](#) | Rédactrice en chef adjointe de la NVO

Un Noël généreux. Pour le Medef, la hotte déborde. Mais pour les autres, la théorie du ruissellement relève de la mauvaise farce dont ils seraient les dindons. Le Smic ? Le groupe d'« experts » consulté par le gouvernement préconise la réforme de son mode de calcul et suggère de l'indexer uniquement sur l'inflation ou même de « *supprimer toute règle d'indexation obligatoire* ».

Si le ministère écarte ce second scénario, il entend cependant intégrer ces propositions à sa réflexion et en attendant refuse un « coup de pouce » au salaire minimum au 1<sup>er</sup> janvier. L'exécutif aura dès le printemps commencé à remplir la hotte : dislocation du droit du travail sur ordonnances, suppression de l'impôt sur la fortune, pérennisation des exonérations de cotisations fiscales et sociales accordées au patronat, réduction drastique des budgets publics, élargissement de la CSG, atteinte aux droits des retraités, révision du financement de la Sécurité sociale, réforme des retraites...

Et il entend poursuivre au pas de charge dès 2018, qu'il s'agisse de l'assurance chômage, de la formation professionnelle en dédouanant les entreprises de leurs responsabilités, ou de la Sécurité sociale réduite à une assistance peau de chagrin pour les plus pauvres, avec une incitation au système assurantiel (sans garantie) pour les autres...

Quant aux droits des femmes dont Emmanuel Macron se prétend le héraut, il se contente d'annonces non financées, et fait silence sur les violences au travail.

Cinquante ans après mai 68, le président de la République envisage pourtant l'hypothèse de commémorations. En jeu : mettre en avant le principe du changement et de la réforme comme symboles de la nécessaire modernisation du pays ; mais à condition d'en oublier les contenus.

Il lui sera cependant difficile de masquer que le grand mouvement de grève du printemps a permis des conquêtes sociales sans précédent et non les régressions aujourd'hui annoncées.

Alors à toutes, à tous, bonne année 2018...

## Le stand NVO Normandie, dans les initiatives CGT.

### Mardi 12 décembre. Réunion des élus CGT au CE.

Le Comité Régional CGT Normandie avait décidé d'organiser une initiative régionale sur le droit aux activités sociales et culturelles à partir de l'entreprise, au Village Vacances « Le Conquérant » à **Dives sur Mer**. Le fusionnement des Instances Représentatives du Personnel (IRP), prévu dans la loi travail, la mise en place du Conseil Social Economique (CSE) avec la possibilité aux employeurs, de réduire le budget des activités sociales et culturelles (ASC), il était important d'en débattre et de rappeler les propositions de la CGT en lien avec nos fiches repères revendicatifs : **Fiche n°25a** sur le Droit à la démocratie culturelle. **Fiche n°26** sur le Droit aux vacances. **Fiche n°27** sur le Droit aux pratiques sportives.

Nos camarades, membres du Comité Régional CGT Normandie, **Nathalie BAZIRE**, **Pascal MOREL**, **Laurent SEMEUX** ont animé cette initiative en présence du collectif confédéral ASC, de l'ANCAV TT, de VIVATS-TLC.



Intervention de Marceau Brier et Alain Lebas concernant notre association de tourisme social normand, puis de Nathalie BAZIRE sur la constitution de CE en 1945 en lien avec les objectifs de la CGT et les conséquences de l'individualisme sur le lieu de travail

Quelques chiffres : **26 millions** de salariés ne sont pas partis en vacances. Sur **36.000** CE, moins de **5%** travaillent avec le tourisme social.



La **NVO** était également présente, ainsi que nos camarades du festival Rouen Normandie du livre de jeunesse, le stand **Vivats-TLC** et celui de la **Macif**.



Le débat s'est instauré avec plus de **25** intervenants (Un compte rendu sera fait prochainement dans le journal du Comité Régional « Initiatives Régionales »).



## La NVO présente avec son stand.

### Ont été vendus :

- 1 agenda « Bureau ».
- 1 livre « Zone de production Naissance d'une automobile ».
- 1 livre « Georges Séguy, ce que la vie m'a appris ».
- 1 DVD « fils de 39, Serge Laloyer ».

## Campagne d'abonnements. Situation de la NVO

En ce début d'année 2018, nous interpellons à nouveau, l'ensemble des organisations CGT en Normandie, en particulier ses premiers dirigeants, pour que la campagne d'abonnements soit bien à l'ordre du jour de toutes les réunions et que nos militants s'approprient de l'outil NVO dans leur démarche syndicale au quotidien.

En effet, devant la non prise en compte d'un certain nombre d'organisations CGT au niveau national concernant la campagne d'abonnements ou nous avons fixé un objectif de réaliser 5.000 nouveaux abonnements, sur le plan national, pour l'année 2017, seulement 1.298 nouveaux abonnements de réalisés (au 14 novembre 2017), la direction de la NVO a été contrainte d'interpeller la Confédération CGT au sujet de la situation financière de l'entreprise de presse.

Le 19 décembre 2017, la Commission Exécutive Confédérale a pris la décision d'accorder à la NVO une subvention exceptionnelle de 300.000 €.

Nous pouvons remercier la Confédération de cette aide, mais c'est 300.000 € qui ne permettront pas à la CGT, de satisfaire diverses demandes dans nos organisations.

**300.000 €**, c'est tout simplement le montant de **5.000** nouveaux abonnements à **60 €** que nous n'avons pas été en capacité d'atteindre en 2017.

**Concernant la Normandie**, nous allons continuer notre travail engagé depuis mai 2015. Pour cette année 2018, nous allons travailler à partir du fichier des abonnés, afin de regarder les syndicats qui ne sont pas encore abonnés et veiller dans le même temps, à ce que nos élus et mandatés de Normandie le soient également.

## Prochaines initiatives, avec le stand NVO Normandie en 2018



- 11 janvier 2018, **Vœux**, UL CGT Dieppe, salle SNCF, 1 rue Pierre Curie, Dieppe.
- 12 janvier, **Vœux**, Comité Régional CGT Normandie à Caen.
- 18 janvier, **Vœux**, UD CGT de l'Orne à Alençon.
- 20 janvier, **Vœux**, UD CGT 76, UL CGT Rouen et inauguration de ses nouveaux locaux à 11h. La réception se poursuivra par un apéritif déjeunatoire avec le groupe « Fresh Jazz Duo, au 187 rue Albert Dupuis à Rouen.
- 25 janvier, **Vœux**, UL CGT Couronne, salle du Grand Aulinay, Grand Quevilly.
- 25 janvier, **Vœux**, UD CGT 27 et inauguration de ses nouveaux Locaux, en présence de Philippe Martinez à 16h30, au 17 rue de la côte blanche à Evreux.
- 22 février, **Salon des CE**, à Caen.
- 20 au 23 mars, **Congrès du SNTRS-CGT**  
(Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique) à Dives/Mer.
- 12 et 13 avril, **Salon des CE**, à Rouen.
- 6 et 7 juin, **Congrès** UD CGT de l'Eure, salle Gérard Philippe à Gravigny.
- 13, 14 et 15 juin, **Congrès** UD CGT de Seine Maritime, salle Léon Roger à Dieppe.
- 20 et 21 juin, **Congrès** UL CGT de Couronne, salle Festive à Grand-Couronne.



**6€** au lieu de ~~6,50€~~

**INCLUS**  
DANS L'ABONNEMENT NVO

**DOSSIER**  
**SUPPRESSION DE L'ISF**  
**LE CAPITAL MOINS TAXÉ**  
**MACRON AU SERVICE**  
**DES PLUS RICHES**

**PARUTION**  
**LE 19 JANVIER 2018**

**boutique.nvo.fr**

**Bon de commande VO Impôts 2018**

Code article 03180121 / Prix unitaire : 6 €  
 Nb. ex.  x 6 € =  €  
 Ci-joint :  
 Chèque n°   
 Banque   
 À l'ordre de La Vie Ouvrière  
 Les livrés ne sont pas raprtr

(Écrire en lettres capitales, merci)  
 VOTRE FEDERATION OU BRANCHE   
 SYNDICAT/SOCIÉTÉ   
 À préciser si nécessaire à l'expédition  
 Mme  M.  VOTRE UD   
 NOM\*   
 PRENOM\*   
 N°\*  RUE\*   
 CODE POSTAL\*  VILLE\*   
 TEL. FIXE\*   
 TEL. PORTABLE\*   
 COURRIEL\*   
 FACTURE OUI  NON   
 \* Champs obligatoires



ADRESSEZ VOTRE COMMANDE À : La Vie Ouvrière - Case 600

Service diffusion – 263, rue de Paris – 93 516 Montreuil Cedex. Tél. : 01 49 88 68 50 / Fax : 01 49 88 68 66 – commercial@nvo.fr